

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES PEUPLES OPPRIMÉS ET MINORITES NATIONALES DES BALKANS

## NOTRE ENQUÊTE

AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES

SUR

### LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

#### Gabrielle Duchêne

*Gabrielle Duchêne, née à Paris le 20 février 1870, dirigea son activité, pendant de longues années, contre le «Sweating System» — une des formes les plus odieuses de l'injustice sociale — et en faveur de l'organisation syndicale des femmes.*



*Internationaliste depuis toujours, elle fut une des rares femmes, en France, que la révolte contre la guerre poussa à une action contre celle-ci au moment où les passions nationalistes étaient à leur paroxysme.*

*En mai 1915, à la suite du Congrès de la Haye (la première réunion internationale qui eut lieu pendant la guerre, et qui réunit des femmes des pays belligérants et neutres), elle fonda la Section française de la Ligue qui se constitua à son*

*issue et qui prit plus tard le nom de «Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté».*

*Exposée, de ce fait, à de nombreuses persécutions politiques, elle n'en persévéra pas moins, depuis, dans son action.*

*Indépendante de tout parti politique, elle n'hésite pourtant pas à s'associer aux mouvements d'avant-garde quand ceux-ci lui semblent justifiés.*

*Toujours prête à prendre parti contre les injustices, d'où qu'elles viennent, elle s'associe volontiers à toutes les protestations en faveur des victimes des régimes politiques.*

*Au retour d'un voyage en U. R. S. S., elle a contribué à la fondation du «Comité de la Russie Neuve», qui travaille au rapprochement entre Français et citoyens de l'U. R. S. S.*

Je n'ai pas une connaissance «directe» des problèmes balkaniques mais je suis, de loin, avec un intérêt passionné la situation en Europe orientale. Et, comment pourrait-on le faire sans être profondément ému par les souffrances des peuples frères qui s'y entre-déchirent tandis que leurs gouvernements font régner la terreur fasciste à l'intérieur de chaque Etat?

En outre, les questions balkaniques intéressent l'Europe entière, car les dangers de conflits qui y existent à l'état permanent menacent toujours d'entraîner une conflagration générale, les grandes puissances se trouvant — ouvertement ou non — engagées avec l'un ou l'autre des pays en question qui ne sont, trop souvent, que les instruments intéressés de leur politique.

Je suis convaincue que ce n'est que par une union volontaire, assez libre pour que l'autonomie de chacun d'eux soit respectée, que les peuples trouveront le moyen de vivre en paix et j'estime que le fédéralisme est le seul principe qui puisse assurer la paix au monde. Il ne trouverait pas une application plus urgente que dans cette partie de l'Europe.

J'applaudis donc sans réserve à l'idée d'une Fédération Balkanique.

Toutefois, on peut se demander si cette fédération est réalisable aussi longtemps que les Etats Balkaniques seront soumis au régime fasciste.

Personnellement, je crois que ce ne sont que des peuples libérés qui pourront la réaliser.

C'est donc, avant tout, contre le régime fasciste que doivent lutter les amis de la paix et des peuples balkaniques.

**Gabrielle Duchêne**

*Vice-Présidente de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté*

## Les événements aux Indes

### La lutte du peuple hindou pour sa libération

#### Contre l'impérialisme, pour l'indépendance nationale des Indes!

Dans ce vaste pays des Indes habité par 320 millions d'êtres humains — un sixième de la population du monde entier — et constituant le pilier principal de ce fumeux appareil d'exploitation et d'oppression qui a nom «Empire Britannique», il a été tout naturel de voir se former des centaines de différents mouvements — politiques, économiques, sociaux, religieux, culturels — correspondant aux besoins et aux intérêts des différents groupes opprimés et oppresseurs. Il a été usuel, pendant de longues années, que tous ces mouvements tiennent leurs conférences, réunions, assemblées etc. annuelles au mois de décembre, et les débats en ont été toujours suivis avec intérêt par tous ceux qui désirent comprendre les développements politiques et sociaux aux Indes. Mais jamais conférences n'avaient attiré sur elles à un si haut degré l'attention mondiale que celles tenues à

Lahore et ailleurs, en décembre 1929: à Lahore, tout particulièrement: la 2<sup>me</sup> session du Congrès National Hindou, la Conférence de la Jeunesse Pan-Hindoue, la Conférence des Etudiants Pan-Hindous, la Conférence des Ouvriers et Paysans Pan-Hindous, la Conférence des Souffrants Politiques, la Conférence du «Corps Volontaire», etc. etc. Ces réunions étaient précédées non seulement des nombreuses conférences provinciales et districtorales, mais aussi de la très importante session annuelle du Congrès de la Trade-Union Pan-Hindoue à Nagpouir.

La fait dominant, révélé dans toutes ces conférences, est que la différenciation des classes est devenue particulièrement nette et aiguë dans les dernières années, que les masses ont acquis une conscience politique, que les ouvriers ont définitivement conquis leur place de facteur dirigeant

indépendant dans la lutte national-révolutionnaire, et que les larges masses, avec les ouvriers à leur front, sont décidées à renverser la domination et l'exploitation impérialiste comme un pas indispensable vers l'obtention de leur pleine et entière liberté sociale, politique et économique.

L'attitude décisive antiimpérialiste des ouvriers fut tout particulièrement manifeste au Congrès du Trade-Union de Nagpou, qui réunit un millier de délégués représentant nominaleme nt 400.000 ouvriers organisés, mais en réalité la classe ouvrière hindoue toute entière. Ils y donnèrent la réponse nécessaire au gouvernement impérialiste et aux leaders trade-unionistes réformistes qui n'agissent qu'en agents de l'impérialisme. Le gouvernement socialdémocrate de Macdonald a continué avec une brutalité renforcée la traditionnelle politique impérialiste d'oppression et de corruption, récoltant ainsi les louanges reconnaissantes des Tories. Alors que, d'un côté, les leaders révolutionnaires de la classe ouvrière étaient jetés en prison, les impérialistes envoyaient la Commission Whitley enquêter sur les conditions de travail aux Indes, dans le seul but de corrompre les leaders réformistes et d'étouffer le mouvement ouvrier. Le Congrès du Trade-Union répondit en boycottant cette Commission impérialiste, en proclamant son affiliation au Trade-Union Pan-Pacifique et à la Ligue contre l'Impérialisme, et en dénonçant et Amsterdam, et Genève.

A la Conférence de la Jeunesse Provinciale, tenue à Bombay vers mi-décembre dernier, il y eut un enthousiasme sans précédent, le drapeau de l'indépendance fut hissé, et des bannières portant les inscriptions: »Longue vie à la Révolution!«, »Tout le pouvoir aux Soviets!«, etc. furent portées à travers toute la ville, en une procession qui mit des heures entières à passer.

Mais l'événement qui provoqua le plus haut intérêt, fut sans conteste la 44<sup>me</sup> session du Congrès National Hindou. Près d'un quart de million de personnes se rassemblèrent à Lahore pour saluer le Congrès, et manifestèrent avec un enthousiasme indescriptible. L'indépendance absolue fut proclamée le but du mouvement national, l'étendard national fut hissé, des cris de »Vive la Révolution!« »A bas l'impérialisme!«, »Longue vie à la Révolution!« retentissaient de partout, et parmi les nombreuses bannières à inscriptions antiimpérialistes figurait aussi une portant le symbole révolutionnaire significatif de la faucille et du marteau.

Tous ces faits montrent en évidence qu'une puissante vague antiimpérialiste déferle aux Indes. Après la Chine, où nous nous trouvons à la veille d'une nouvelle révolution, les Indes sont devenus le centre de l'énorme lutte mondiale dans laquelle sont aujourd'hui engagées toutes les nations opprimées des pays de l'Arabie, de l'Afrique Orientale, Occidentale, de l'Indonésie, du Corée, des Philippines, de l'Amérique Latine, simultanément avec les mouvements révolutionnaires toujours croissant des ouvriers des pays impérialistes, pour définitivement renverser l'impérialisme.

Mais tout comme en Chine les masses révolutionnaires ont été trahies par les leaders nationalistes, nous voyons aujourd'hui le même danger se manifester aux Indes. Le Congrès National Hindou n'est pas un parti politique des masses, mais une collection de partis politiques bourgeois. Il s'intitule »National«, mais il représente non pas les intérêts des masses laborieuses, mais bien ceux des seigneurs féodaux et des capitalistes. Les membres en sont recrutés surtout parmi la petite bourgeoisie, particulièrement parmi les intellectuels plus ou moins radicaux des villes. Au cours de ces dernières années, une radicalisation s'est produite, et croît toujours, parmi ces rangs petit-bourgeois du Congrès, ce qui a conduit à une révolte contre la politique des leaders

officiels, représentants de la bourgeoisie. Ce fait s'est manifesté par la formation, dans le sein du Congrès, de la Ligue pour l'Indépendance des Indes, qui s'est déclarée pour la pleine et entière indépendance nationale et contre le statut de Dominion. Les leaders de ce parti petit-bourgeois sont Jawaharlal Nehru, Subash Chandra Bose et Srinivasa Iyengar, le premier étant actuellement un membre du Comité Exécutif de la Ligue contre l'Impérialisme.

Pour bien reconnaître la nature véritable des Résolutions adoptées à Lahore, il est nécessaire de comprendre nettement le caractère actuel des leaders et les relations organiques entre les leaders de l'aile droite, du centre et de l'aile gauche du Congrès. Soulignons d'abord qu'ils ne maintiennent leur coopération que pour employer le mouvement de masse aux fins des buts politiques de la bourgeoisie. Relevons ensuite quelques faits pour mieux expliquer la situation.

Sous la pression croissante des masses, Jawaharlal Nehru fit adopter, à la session de Madras du Congrès, en décembre 1927, une Résolution proclamant que l'indépendance nationale était le but du mouvement, et une autre Résolution proclamant que le Congrès était un membre associé de la Ligue contre l'Impérialisme. En décembre 1928, cependant, à Calcutta, Ghandi parvint à faire modifier cette Résolution en ce sens que le Congrès accepterait un statut de Dominion, s'il était accordé jusqu'au 31 décembre 1929. Pendant toute l'année 1929, les leaders déployèrent tous leurs efforts pour arriver à un compromis avec le gouvernement impérialiste. En août eurent lieu les élections pour la présidence du Congrès de Lahore, et Ghandi fut élu à une très forte majorité. Il déclina l'honneur, mais recommanda à sa place Jawaharlal Nehru, représentant de la Jeunesse. Il est important de relever qu'après son «élection» managée par Ghandi, Nehru signa le Manifeste de Delhi du 30 octobre, acceptant, avec Ghandi et d'autres leaders, une Conférence avec les impérialistes sur le statut de Dominion. Ce fait mit en évidence absolue la position de Nehru. Antiimpérialiste dans ses discours, il acceptait en réalité un compromis avec l'impérialisme. Il en fut de même des Résolutions au Congrès de Lahore. Ghandi demanda que la clause de refus d'impôt soit retirée et que la non-violence absolue soit au préalable garantie par tous les membres du Congrès Exécutif — et, dans toutes ces demandes, Nehru s'identifia avec Ghandi. Et non seulement Nehru, mais aussi les leaders Bose et Iyengar, qui étaient pour le refus immédiat d'obéissance par les masses, déclarèrent dans des discours et des articles qu'il y avait des conditions auxquelles il était possible de s'entendre avec le gouvernement. Et Ghandi — qui signifie aussi le Comité du Travail, consistant en le vieux et le jeune Nehru — proclama que la déclaration de l'Indépendance n'excluait aucunement une Conférence avec la Grande Bretagne.

La conclusion qui se dégage inévitablement est que plus les masses se seront hâtées de reconnaître qu'elles ne pourront mener à la victoire leur lutte que sous les leaders de leur propre classe, plus elles s'approcheront de leur affranchissement. Nous avons sous les yeux les exemples frappants du Kuomintang en Chine, de l'Independent Labour Party en Angleterre, des »Socialdémocrates de gauche« en Hollande et ailleurs; et aujourd'hui, nous voyons le même phénomène aux Indes. Ce sont là des leçons dont il faudrait que toutes les nations opprimées profitent à temps dans leur lutte contre l'impérialisme.

V. Chattpadyaya

Secrétaire de la Ligue contre l'Impérialisme  
et pour l'Indépendance Nationale

## La Quinzaine Politique

### Les Réparations Orientales

La Conférence de la Haye a résolu tant bien que mal la question des Réparations Orientales, et il est plus que probable qu'on entendra reparler de la solution adoptée, comme on entendra reparler du plan Owen Young. Les puissances dites victorieuses ont voulu tirer le maximum, fussent-elles grandes, fussent-elles petites, des puissances dites vaincues. Si les rôles avaient été renversés, la situation eut été identique, car partout les appétits impérialistes s'exercent de même façon.

On avait eu, l'été dernier, à la première session de la Conférence de la Haye, l'impression que le problème des Réparations Orientales se liquiderait aisément, plus aisément que celui des Réparations Allemandes. Impression qui n'allait pas tarder à se révéler erronée. Les exigences étaient moindres, mais tout est relatif et des considérations politiques s'asso-

ciaient aux considérations pécuniaires. La Petite Entente veut écraser la Hongrie et la Bulgarie et, d'autre part, elle redoute que ces deux puissances n'aspirent à un moment quelconque à reprendre l'offensive et à ébranler le statut de l'Europe Danubienne et Balkanique. De leur côté, les chancelleries de Budapest et de Sofia n'ont pas pris leur parti de la disgrâce qui leur est advenue en 1918, et les gouvernements dictatoriaux instaurés en Hongrie et en Bulgarie, comme d'ailleurs en Yougoslavie, cherchaient dans les négociations de la Haye le moyen de relever leur prestige et de triompher.

Telles sont les observations qu'il fallait avoir à l'esprit pour juger le jeu compliqué qui s'est joué dans la capitale de la Hollande.

Mais ce qui était surtout intéressant à noter derrière la tactique des puissances secondaires aux prises, c'était la stra-

tégie des grandes puissances qui tâchaient d'exploiter ces divisions des puissances secondaires au profit de leur propre impérialisme. On a vu s'accuser très clairement à la Haye l'antagonisme des deux combinaisons italo-hungaro-bulgare, et franco-serbo-roumano-tchèque. L'Italie, à la veille de la session, s'était réconciliée avec la Bulgarie dans des conditions aussi obscures que les causes de la brouille temporaire qui s'était produite entre elles à la fin de 1929. M. Mussolini avait garanti au comte Bethlen l'intégralité de son concours pour la révision du traité de Trianon: à plus forte raison devait-il soutenir le gouvernement magyar dans ses démêlés financiers avec la Petite Entente. Ce groupement d'Etat est mal vu à Rome, où l'on n'a pas réussi à le dissocier, et la Roumanie, qui s'était montrée jadis encline à s'en dégager, s'est ressoudée maintenant au royaume des Karaguéorguévitch. La France, quant à elle, a profité des circonstances, pour accentuer son emprise sur cette Petite Entente. C'est à la veille même de la Conférence qu'une de ses divisions navales avait été rendre une visite solennelle à la Yougoslavie dans les ports dalmates. Dans son ensemble, le débat des Réparations Orientales a encore souligné, s'il était nécessaire, les oppositions de convoitises, qui règnent en région balkanique et danubienne, entre la France et l'Italie.

### La Conférence de Londres et les Balkaniques

Elles se manifestent encore à la Conférence navale de Londres, car le problème de l'Europe sud-orientale se lie au problème Méditerranéen, et c'est dans la Méditerranée que se réglerait le conflit franco-italien, s'il devait prendre la forme extrême d'une guerre. Trait caractéristique: l'hypothèse de cette guerre hante aujourd'hui les esprits des deux côtés des Alpes, et ailleurs, beaucoup plus qu'au temps de Crispi lui-même. Ce n'est pas seulement par la faute du fascisme, qui a ses lourdes responsabilités; c'est en vertu du jeu des deux impérialismes qui, fatalement, devaient entrer en lutte l'un avec l'autre. Nous avons montré à maintes reprises comment la querelle franco-italienne dans les Balkans s'est substituée à l'antique querelle austro-russe. Seulement, celle-ci ne pouvait se trancher que dans les Carpates ou plus au nord, tandis que celle-là a pour champ naturel la Méditerranée et l'Atlantique.

C'est en ce sens que la Conférence navale ne saurait se désintéresser du problème sud-oriental; et que les puissances sud-orientales en suivent les débats avec une certaine émotion. Leur sort se joue, au moins en partie, dans ces discussions qui ne peuvent aboutir à aucun résultat concret dans l'ordre de la limitation des armements, mais qui nous édifient sur les sentiments et les visées des grandes puissances impérialistes.

Ni la Grèce, ni la Turquie, ni la Yougoslavie, qui ont des croiseurs, des destroyers, des sous-marins, n'ont été convoquées à la Conférence de Londres, où seuls figurent les cinq grands Etats maritimes; mais elles ne sauraient être indifférentes à la controverse qui s'est engagée, car selon qu'un équilibre de forces s'établira dans la Méditerranée, ou que la supériorité reviendra à telle ou telle Amirauté, le danger pour elles s'atténuera ou grandira. L'une d'entre elles, au moins, a des engagements précis dans l'ordre militaire: c'est la Yougoslavie, subordonnée, comme on le sait, aux directions des états-

majors français, état-major terrestre, état-major naval. Les journaliers mussoliniens ne cessent de redire qu'en cas de guerre, la flotille des Karaguéorguévitch serait l'auxiliaire des escadres françaises et qu'en conséquence on doit en tenir compte, lorsqu'on mesure les éléments en présence dans le bassin méditerranéen. Ici encore nous saisissons sur le vif la domination qu'exercent les grandes chancelleries sur les Etats secondaires balkaniques, livrés par leurs dynasties aux appétits des gouvernements occidentaux. Si ces Etats secondaires peuvent être les artisans initiaux d'une nouvelle guerre mondiale, ils sont aussi des instruments d'autrui, et c'est ce qui fait la gravité de leur condition. On le voit à Londres, comme on le voit à La Haye. Seule la Fédération les soustrairait aux menaces qui pleuvent en permanence sur leurs peuples subjugués et trahis.

### Les minorités nationales

Le problème des minorités nationales reste un des plus graves et des plus brûlants parmi ceux qui préoccupent les peuples balkaniques. Comme chacun le sait, depuis que l'Empire des Tsars s'est écroulé, c'est à l'angle sud-oriental de l'Europe que se rencontrent surtout ces minorités nationales. Ce qui s'explique par l'histoire tourmentée de ce secteur continental, par la succession des grandes migrations qui s'y sont produites à travers les siècles, et par les guerres de conquête qui se sont multipliées. La guerre mondiale n'a pas mieux traité les Balkaniques que les conflits antérieurs. Les vainqueurs ont naturellement profité de leurs succès pour assujettir des collectivités plus ou moins nombreuses, et les vaincus, en l'espèce les Bulgares, n'ont pas eu plus de clémence pour les groupements protestataires. C'est ainsi que la région des Balkans demeure un formidable champ clos pour les rivalités ethniques, et ces querelles sont insolubles dans l'état politique et social de la Péninsule. Ni en Yougoslavie, ni en Roumanie les oligarchies dirigeantes ne veulent reconnaître les droits des minorités: Croates, Slovènes, Macédoniens, Bosniaques, Monténégrins d'un côté, Bessarabiens, Dobroudjains, etc. de l'autre, et aucune grande puissance n'interviendra pour les y contraindre. L'agitation de ces minorités, qui est légitime pour toute personne impartiale, est une cause permanente de guerre.

A l'heure actuelle l'attention se concentre quelque peu sur la malheureuse population de la Dobroudja, que le gouvernement de Bucarest, Maniu après Brătianu, dépouille et de ses droits scolaires et de ses biens fonds. Mais dans l'Europe Occidentale aucune protestation ne s'élève des milieux soi-disant libéraux ou radicaux.

Un autre trait spécifique de la situation est le suivant. Les Macédoniens qui soutiennent Liapcheff à Sofia viennent de s'adresser à la S. D. N. pour obtenir son concours contre la Yougoslavie. Loin de nous l'idée de défendre la dictature des Karaguéorguévitch; mais ces Macédoniens qui épaulent une autre dictature et qui veulent livrer leurs concitoyens à la Bulgarie n'ont aucune qualité pour lancer un tel appel, non plus d'ailleurs que la S. D. N. pour l'entendre, car tous les Etats fascistes y siègent et les grandes puissances impérialistes et à demi-fascistes sont disqualifiées.

Seule l'instauration de la Fédération Balkanique libérera les minorités ethniques, dans la paix garantie.

Paul Louis

## Contre la dictature sanglante des Karaguéorguévitch en Macédoine En Macédoine sous la botte de la dictature grand-serbe

Les dictateurs grand-serbe, pratiquent différents moyens pour opprimer le peuple macédonien. Ils l'ont privé des droits politiques et civils, l'ont soumis à un joug économique, à un régime de pillage colonial, l'ont privé de ses écoles et d'autres institutions culturelles, lui supprimant ainsi les droits nationaux et culturels les plus élémentaires; ils ne reconnaissent pas le droit d'existence du peuple macédonien et, comme tel, ils l'ont soumis à une extermination physique. La politique qu'ils poursuivent vis à vis de la Macédoine, c'est de piller ses richesses nationales, d'exploiter la population et de changer le caractère national du pays. Nous allons examiner aujourd'hui la politique suivie par la dictature grand-serbe, pour atteindre ce dernier but. Cette politique s'exprime dans les moyens raffinés qui visent l'assimilation des Macédoniens. Cette politique est appliquée d'une façon exceptionnelle surtout vis à vis de la jeunesse. Des centaines de différentes associations, sportives et autres, des excursions organisées pour la jeunesse macédonienne, des centaines de boursiers de différentes écoles serbes — le système d'éducation dans ces dernières étant de préparer des chauvinistes grand-serbes, la politique de récupération des

impôts, l'octroi d'emprunts de la part des différents établissements de crédits d'Etat aux artisans, etc., etc., — tous ces moyens visent l'assimilation du peuple macédonien.

Ces dictateurs visent le même but par la politique de la colonisation de la Macédoine. Cette politique s'exprime aussi par la terreur physique, la persécution et l'extermination des Macédoniens les plus éveillés, généralement dans les milieux des masses travailleuses. Des massacres ont été commis sur les Macédoniens. Durant les dix années de l'existence de la Yougoslavie, mille quatre cents assassinats politiques ont été perpétrés en Macédoine. Rien que pendant l'année 1928, on a tué trois cents Macédoniens. Des «disparus sans traces», des tués «en tentative de fuite», des cadavres trouvés — voilà des phénomènes quotidiens, surtout pendant ces dernières années. Plusieurs milliers de Macédoniens ont été obligés de quitter leur pays, pour se réfugier dans d'autres régions yougoslaves ou bien dans d'autres pays. Quelques milliers de Macédoniens ont été jetés dans des prisons macédoniennes, serbes, croates ou slovènes. Au cours l'année 1924 a été promulguée une soi-disante amnistie politique. Deux

mille Macédoniens ont été libérés des prisons. Mais peu de temps après, les prisons ont été de nouveau remplies de paysans macédoniens, d'ouvriers, d'artisans et d'intellectuels. Surtout à la suite des attentats provocateurs de 1927, le peuple macédonien a été soumis à une terreur indescriptible de la part de la police, de la gendarmerie, de l'armée, des organisations fascistes et des colons armés. Depuis la fondation de la dictature grand-serbe jusqu'à ce jour, plus de vingt-cinq mille Macédoniens ont passés par ses prisons.

Les détenus politiques sont soumis à une torture incroyable, qui rappelle l'inquisition moyenâgeuse. Après être retenus plusieurs mois, quelquefois des années, dans les prisons, les arrêtés, généralement leur santé brisée, sont libérés comme innocents ou bien envoyés devant les juges bourreaux.

Les procès politiques sont un des moyens de la dictature pour son système de dénationalisation. Au cours de ces dernières années, de nombreux procès ont été mis en scène, à maintes reprises, à Skopje, à Vélès, Stip, Bittolia, et autres villes macédoniennes. Rien qu'en 1928, seize procès politiques ont été montés. Bilan: des peines capitales (rien qu'en 1928 9 condamnations à mort ont été prononcées et 5 en ont été exécutées), des millions d'années de prison sévère.

Depuis l'instauration de la dictature militaire fasciste dans le royaume des Karaguéorguievitch, la situation du peuple macédonien est devenue insupportable. Les assassinats politiques sont devenus un système. Des 56 assassinats politiques commis par la dictature, la moitié l'a été sur des Macédoniens. Le nombre des Macédoniens jetés dans les prisons dépasse mille. Parallèlement aux assassinats marchent les procès, c'est-à-dire les assassinats légaux.

Ces jours-ci a commencé le procès de 15 ouvriers et intellectuels macédoniens à Koumanovo. Puis suivront les procès de Vélès, Stroumitza et d'autres régions de la Macédoine.

De quoi donc accuse-t-on ces Macédoniens?

De «travail communiste et national révolutionnaire», d'être «des membres des organisations subversives». Voilà les accusations — clichés de la dictature sanglante fasciste. Ce sont ces mêmes accusations contre les citoyens macédoniens qu'on retrouve dans tous les procès jusqu'à ce jour: On les accusait d'être des membres des organisations illégales, d'être en liaison avec des adversaires de l'Etat Serbe, d'avoir pris part aux mouvements communistes ou de recevoir le Makédonsko-Délo, la Fédération Balkanique et d'autres publications de l'ORIM Unifiée.

Le but de la dictature est de pouvoir juger ces citoyens macédoniens d'après la loi de Défense de l'Etat. Et afin de pouvoir donner un caractère légal aux peines qu'elle veut infliger, n'ayant aucune preuve contre eux, elle a recours aux inquisitions pour obtenir des «aveux».

Les renseignements que nous recevons sur les souffrances auxquelles sont soumis les accusés, souffrances infligées souvent par des représentants les plus influents de la dictature elle-même, tel que le Préfet de Skopje Naoumovitch, prouvent la cruauté particulièrement féroce du gouvernement. Le régime dont sont victimes les prisonniers est barbare: ils restent plusieurs jours sans recevoir aucune nourriture, privés de visites, de tabac, et de la possibilité de s'assurer une défense sérieuse. L'inquisition pratiquée par ces oppresseurs, les procès mis en scène qui se succèdent et la situation intenable dans laquelle se trouve le peuple macédonien, provoquent l'indignation du monde civilisé. Cette indignation a trouvé une expression dans des télégrammes lancés par des représentants des plus en vue de l'opinion publique avancée, aux chefs de la Main Blanche, le ministre président Jivkovitch et le président du Tribunal d'Etat à Belgrade (nous publions plus bas deux de ces télégrammes).

Ces représentants de l'opinion publique, cependant, tout en protestant contre les tortures et demandant une amnistie politique complète, montrent la cause fondamentale qui crée cette situation: le régime lui-même. C'est pourquoi ces mêmes représentants soutiennent la revendication du peuple macédonien de régler et diriger lui-même ses affaires comme il l'entend; c'est pourquoi ils le soutiennent dans sa lutte de libération et d'union.

Cette situation ne peut plus durer. Il sera mis une fin aux régimes barbares auxquels est soumis la Macédoine, écartelée aujourd'hui sous la botte de la dictature grand-serbe, sous le fascisme bulgare, sous le chauvinisme grec. Les régimes croqueront comme résultat de la lutte révolutionnaire de masse menée par le peuple macédonien avec les autres masses et peuples opprimés des Balkans. Et en ce jour de libération sera fêtée la Fédération des libres Républiques Populaires des Balkans.

D. Vlakhoff

## Les tortures des Macédoniens sous le joug serbe

Le 28 janvier écoulé commencèrent par devant le Tribunal de la Défense de l'Etat et de la Sécurité Publique à Belgrade les débats du procès contre 15 Macédoniens de Koumanovo (Macédoine du Nord). Après la découverte de l'imprimerie clandestine dans la ville macédonienne de Vélès et parallèlement avec les arrestations en masse opérées en différentes régions de la Macédoine, en Croatie, en Bosnie, etc., quelques douzaines d'intellectuels, d'artisans et d'ouvriers furent arrêtés à Koumanovo. La police les accusait d'avoir fait de l'agitation communiste et national révolutionnaire pour une Macédoine indépendante et une Fédération Balkanique, et de faire partie d'organisations secrètes et subversives.

Au cours de l'instruction, et en dépit de tous les efforts de la police, la plus grande partie des arrêtés fut remise en liberté. 15 d'entre eux furent, cependant, inculpés. Voici leurs noms et qualités:

*Kiril Bourmazoff*, serrurier; *Nikola Tanoff*, quincailler; *Anguel Dirtcheff*, employé de commerce; *Kosta Popoff*, employé de commerce; *Mikhail Ilieff*, ouvrier cordonnier; *Aleko Sanko*, ouvrier tailleur; *Tzvetko Milenkoff*, ouvrier cordonnier; *Milé Spassoff*, ouvrier cordonnier; *Dimitro Vélkoff*, menuisier; *Strahil Bajlovetchki*, commerçant; *Traïko Stamenkoff*, étudiant; *Milan Mijalkovitch*, professeur de gymnase; *Triphun Traïkoff*, coiffeur; *Kiril Mladenoff* et *Kiro Aleoff*.

Or, sur la base de quelles preuves ces inculpations ont-elles été prononcées? Aucun matériel à charge n'a été trouvé chez ces arrêtés. Tout ce que la police a réussi à faire, c'est d'avoir pu arracher des «aveux» à quelques uns d'entre eux, sous les pires tortures. Une lettre envoyée de la prison décrit comme suit l'extorsion de ces «aveux»:

«Les arrestations eurent lieu au mois de juillet 1929. Tous les arrêtés furent d'abord maintenus six jours sans nourriture aucune — sauf quelques gouttes d'eau. Ils en furent physiquement épuisés. Puis, comme ils étaient entièrement brisés sous les tortures et l'épuisement de la faim, les bourreaux commencèrent à leur appliquer toutes les méthodes de l'inquisition moderne. Ils les frappèrent avec des matraques en caoutchouc et en cuir et avec des nerfs de boeufs. Ils les jetèrent à terre et les piétinèrent de leurs bottes et leurs éperons. Ils les lièrent à un arbre, comme du bétail, et les rouèrent de coups. Ils les torturèrent ensuite de mille différentes manières, jusqu'à ce que les malheureux tombèrent inanimés, demi-morts. Alors, ils les firent ranimer par des injections et recommencèrent leurs tortures. Et ainsi de suite, jusqu'à ce que les martyrisés se déclarèrent prêts à signer les protocoles de la police contenant les «aveux».

Les atrocités les plus bestiales furent perpétrées surtout par l'officier de police Tcheda Anguelkovitch. Mais tous les organes gouvernementaux prirent part à ces tortures: du simple gendarme jusqu'au commandant de la ville et au préfet le général Naoumovitch. Ce dernier vint tout spécialement de Skopje, fit torturer les détenus en sa présence, et prit lui-même, de ses propres mains, part à ces tortures.

Quelques uns des détenus sont devenus des estropiés, et resteront infirmes toute leur vie, même s'ils étaient immédiatement remis en liberté.

La police et le procureur ont pris toutes les mesures nécessaires pour que ces infamies ne soient pas dévoilées au cours du procès, et que les accusés soient condamnés. Le procureur repoussa tous les témoins de la défense et ne fit admettre que ses propres témoins, tous des agents de police.

18 autres Macédoniens se trouvent encore à Vélès, attendant leur comparution par devant le Tribunal d'Etat. Nous publierons dans un prochain numéro comment ces 18 malheureux ont été eux aussi torturés. K.

## Protestations de l'opinion publique mondiale

*La situation intolérable en Macédoine sous le joug grand-serbe, l'arrestation de plus de mille citoyens macédoniens, les affreuses tortures infligées aux prisonniers politiques et les abominables procès en cours ont provoqué l'indignation et la révolte du monde culturel en entier et déclenché une véhémence vague de protestation de la part de l'opinion publique européenne avancée.*

*Voici, ci-dessous, deux dépêches de protestation, entre des centaines:*

**Au ministre-président Jivkovitch et au Tribunal d'Etat  
Belgrade**

A propos procès quatorze Macédoniens militants nationaux de Koumanovo actuellement devant votre Tribunal d'Etat

et qui sera suivi par autres procès aussi abominables, protestons énergiquement contre arrestation de plus de mille militants, contre tortures infligées, contre refus défense réelle, contre régime exécutable des prisonniers politiques, demandons libération immédiate inculpés, amnistie politique générale, élevons voix contre le régime de terreur appliqué envers le vaillant peuple macédonien, soutenons ses revendications auto-détermination.

*Au nom de 150 organisations affiliées représentant les pays opprimés du monde entier:*

*Pour l'Exécutif et le Conseil Général de la Ligue contre l'Impérialisme et pour l'Indépendance Nationale.*

Jawaharlal Nehru, Président Congrès National Hindou, Indes; Huang Ping, Chine; S. Saklatvala, Indes; Mohammed Hatta, Indonésie; Fouad Chimali, Syrie; Ford, race nègre; Herclét, France; Bridgeman, Angleterre; Pollitt, Angleterre; Fimmen, Hollande; Münzenberg, Membre du Reichstag, Allemagne; V. Chattopadhyaya, Indes; Sen Katayama, Japon; Soleiman Mirza, Perse; Hamdi el Hussein, Arabie; Roger Baldwin, États-Unis; Scott Nearing, États-Unis; Mme Despard, Irlande; Léon Werth, France; Guido Miglioli, Italie; Professeur Nejedli, Tchécoslovaquie

Plus de 1000 détenus politiques gémissent en Macédoine, dans les prisons, sous votre régime de terreur. Ils y pourrissent dans des conditions insupportables, subissant des féroces et continuelles tortures de la part de la police et des organes militaires, tortures infligées avec la participation des représentants du gouvernement central. Il est interdit aux détenus politiques de recevoir des aliments, du tabac, des visites ou des livres. 15 combattants nationaux macédoniens sont actuellement «jugés» par le Tribunal d'État, et on leur refuse le choix de défenseurs ainsi que l'audition des témoins à décharge. Leur procès sera suivi par de nombreux autres, sans interruption. Nous protestons violemment contre ces actes et exigeons la remise en liberté immédiate des accusés; nous exigeons que soit mise une fin à ces procès et que soit proclamée la pleine et entière amnistie politique. Le régime de terreur est stigmatisé par le monde civilisé en entier, qui appuie aussi le plus énergiquement la revendication justifiées du peuple macédonien d'obtenir enfin son droit d'auto-détermination.

Fan Noli, ancien Président du Conseil albanais; Egon Erwin Kisch, écrivain; Dr. Schminke, médecin de la Ville de Berlin; Dr. Max Hodann, médecin de la Ville de Berlin; Professeur Fries; Arnim T. Wegener, acteur; Dr. Alfons Paquet, écrivain; Professeur Alfons Goldschmidt; Professeur Felix Halle; Dr. Apfel, avocat; Erich Mühsam, écrivain; Dr. Alexander, député; Herwarth Walden, secrétaire-général de l'Union des Libres Balkans

## Au pays des massacres

### COSSOVO

#### III.

#### Corvées et tortures

Le régime des corvées à Cossovo dépasse de beaucoup le pire des régimes coloniaux: toutes les routes qui relient les différents districts et les différents villages entre eux ainsi que toutes celles qui rattachent les différents centres militaires aux positions respectives fortifiées, sont construites par des corvées. En dehors des routes, les corvéables, levés en masse, sont tenus de construire aussi des casernes, des écoles et de nombreuses localités destinées à la gendarmerie et à la police. Une grande partie des recrues militaires de Cossovo subit le même sort que les corvéables, avec cette différence qu'elles sont conduites en de différentes contrées de la Yougoslavie pour y être martyrisées dans les fabriques et dans les mines gouvernementales contre un misérable régime de nutrition...

Tous les corvéables subissent, durant des saisons entières, le même sort que les condamnés aux travaux forcés: ils doivent s'entretenir par leurs propres moyens, et même les clous des ponts à construire doivent être fournis par eux. Entre autres, ils sont obligés de passer des nuits glacées dans des cabanes ou des tentes dressées le long des routes. Dès lors, la pluie, la neige et la bise se ralliant à la faim et à l'épuisement physique de toutes sortes, font des ravages indescriptibles dans les rangs de ces malheureux. *Ce qui est, enfin, d'un cynisme des plus révoltants dans cette tragédie, c'est que les ingénieurs et les autorités qui conduisent les travaux sont nourris et logés par les paysans des régions respectives...*

Citons ici, à titre d'exemples, les faits suivants:

Entre Vrëla et Banitza travaillent, depuis des mois, plus de cinq cents corvéables, dans la région de Barani (district

d'Ipek) plus de six cents, et entre Prizren et Geouri plus d'un millier...

À Streltza (district d'Ipek) un édifice gouvernemental a été construit l'année passée par la voie des corvées. Mais cette construction ayant été jugée incommode par les autorités compétentes, les paysans des alentours furent forcés, cette année-ci, de construire une autre bâtisse.

Pour chaque construction de cette catégorie, plus de cent paysans sont obligés de travailler durant des mois, avec leurs propres moyens...

À ces mêmes travaux, le régime grand-serbe emploie aussi des Monténégrins et des Serbes, à cette différence que ceux-ci sont payés et traités comme de meilleurs ouvriers...

Les prisons, à Cossovo, sont de véritables cachots assujettis à un régime de tortures infernales, à un régime qui dépasse de beaucoup celui de l'Inquisition. Tous ces cachots regorgent d'Albanais. Car l'arrestation d'un Albanais en Yougoslavie ne nécessite nullement un mandat en bonne règle d'un tribunal: toute autorité policière peut procéder impunément à des arrestations, même en masse...

Des prétextes? ... Ils sont innombrables chaque fois qu'il s'agit d'Albanais. Parfois, ils sont même ridicules. Une fois arrêté, l'Albanais de Cossovo n'a qu'un seul moyen de se sauver sans être rendu invalide: *payer des sommes considérables à ses bourreaux...*

Nous avons eu l'occasion de constater qu'il y a des étrangers assez naïfs pour s'étonner de ce qu'il n'y a le plus souvent aucun prisonnier politique dans les cachots de Cossovo. Voici la solution de cet énigme: *à Cossovo, tout arrêté pour des raisons politiques est exécuté sur place ou expulsé après avoir été horriblement torturé...*

La domination serbe emploie au Cossovo différents procédés de tortures; en voici quelques uns:

1. l'incarcéré, tout nu et en plein hiver, est plongé dans de l'eau glacée après avoir été battu avec une corde mouillée. Puis, on le force à embrasser un poêle chauffé à rouge;

2. après avoir rasé le crâne de la victime, on y attache une boîte remplie de poux...

etc. etc. etc.

Madrid, le 24 janvier 1930

Bedri Péjani

## La crise politique en Grèce

Parallèlement avec la crise économique en Grèce, la crise politique s'accroît elle-aussi. Les frictions entre les partis bourgeois ont déjà commencé. Le but des nouveaux agissements politiques est de faire dévier sur d'autres voies la révolte des masses affamées. Les porte-paroles des nouveaux courants sont cette fois-ci les agrariens et le général Condylis qui, jusqu'ici, se tenait pour ainsi dire à l'écart de la vie politique.

Condylis, qui séjournait à Nice, se relança au premier plan, au tournant de l'année, par une lettre dans laquelle il critiquait la politique de Vénizélos, dans tous ses points. La lettre produisit immédiatement son effet: deux ministres démissionnèrent, et la crise politique éclata. Ces deux postes ministériels furent bien vite réoccupés, mais Condylis continua ses critiques, et même il se rendit en Grèce vers mi-janvier et y fit de nouvelles déclarations: il parla de la nécessité de résoudre la crise, de la nécessité de l'organisation de la défense du pays, il dit que la Grèce étouffait dans ses limites trop étroites, il déplora la perte de l'exploitation économique du bassin de la mer Noire, etc., etc. Répondant à une question sur le bien-fondé des bruits relatifs à la collaboration de son parti avec les agrariens, il déclara qu'il n'avait point reçu d'offre à ce sujet de la part des agrariens, mais que, sa propre politique portant un caractère agrarien, il ne repousserait nullement une telle offre éventuelle.

Que veut dire tout cela? Que signifient ces déclarations brèves mais suffisamment nettes? Ce qui saute aux yeux au tout premier abord, c'est qu'il n'existe pas de différence entre ce programme et le programme général de la bourgeoisie. L'Union des Industriels et la Chambre de Commerce de Grèce adressèrent dernièrement un Mémoire au gouvernement. Que demandent-elles? La même chose: elles veulent elles aussi l'augmentation des débouchés et l'élargissement des frontières de la Grèce «qui étouffe», elles demandent elles-aussi la reconquête de l'exploitation économique du bassin de la mer Noire. Si elles ne le disent pas tout ouvertement, comme le général Condylis, leur gouvernement le manifeste très distinctement par ses intensifs préparatifs pour la guerre contre l'Union Soviétique. Car au nombre des différents maisons de politique intérieure et extérieure qui poussent la Grèce à participer à la guerre antisoviétique, se trouve aussi la reconquête des marchés

perdus et de l'exploitation économique du bassin de la mer Noire, soulignées par Condylis.

Condylis défend aussi les intérêts des richards des villages. Il est clair que les déclarations «paysanophiles» de Condylis ont été faites en connexion avec la récente aggravation énorme de la crise à la campagne. Le chiffre officiel suivant parle un langage épouvantablement clair: d'après une publication officielle du ministre de l'Intérieur M. Sidéris, les autorités des provinces de Missolonghi, Epire et Thessalie ont lancé à elles seules 282.124 mandats d'arrêt contre des paysans pauvres qui n'avaient pu payer leurs impôts. Tous ces mandats d'arrêt doivent être exécutés par la gendarmerie qui, à cet effet spécial, a été augmentée en conséquence. Et d'autres centaines de milliers de mandats d'arrêt reviennent aux autres provinces de la Grèce. On comprend donc aisément que Condylis se proclame un «ami des paysans».

Mais un autre fait caractérise également la nouvelle crise politique. A la fin de ses déclarations, Condylis a dit qu'à la suite de la violente crise économique en Grèce, on

craint des excès et troubles anarchistes, et qu'il se rend au pays pour les prévenir. Point n'est besoin de commentaires. Les «excès et troubles anarchistes» sont les grèves des ouvriers et les démonstrations des paysans, le refus des paysans de payer leurs impôts, l'indignation et la révolte des travailleurs contre l'ordre régnant.

Les masses laborieuses, les ouvriers et les paysans de la Grèce ne doivent pas être induits en erreur. Condylis et les agrariens ne sont que des agents de la bourgeoisie, tout comme Venizélos et les monarchistes. La réponse des masses à ces manœuvres désespérées que la bourgeoisie déploie pour prolonger sa vie, doit être une plus forte concentration de leurs forces. Ce n'est que la lutte commune des masses laborieuses et des peuples opprimés et minorités nationales subjuguées du pays, en alliance avec les peuples et classes opprimés de tous les Balkans, qui pourra mettre un terme au régime d'aujourd'hui en Grèce et dans tous les Balkans, et ériger la Fédération des libres Républiques des Travailleurs Balkaniques.

P. Mavros

# DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER UNTERDRÜCKTEN VÖLKER UND NATIONALEN MINDERHEITEN DES BALKANS

## Verteidigung des Versailler Friedensvertrages?

Anläßlich des zweiten Memorandums Krnjewitsch-Koschutitsch

Der erste Akt der Führer der Kroatischen Bauernpartei nach ihrer Emigration war ein Memorandum an den Völkerbund. Die Führer der kroatischen nationalen Bewegung wandten sich an den Völkerbund, damit dieser das unterdrückte kroatische Volk und das Leben seiner Vertreter in Schutz nehme. Dieses Memorandum wurde in den Papierkorb des Völkerbundsekretärs geworfen, ebenso wie tausende anderer Memoranden unterdrückter Nationen und nationaler Minderheiten. Die Großmächte, die auf Grund des Versailler Friedensvertrages im Völkerbund sitzen, beachten niemals die Proteste und Memoranden, die die Autorität der Bestimmungen des Versailler Friedensvertrages schwächen könnten.

Nach mehrmonatigem Ablaufen der Schwellen von Diplomaten und Staatsmännern der Großmächte melden sich, am 24. Jänner, Krnjewitsch und Koschutitsch neuerlich mit einem Memorandum — wiederum an den Völkerbund.

Nach einer Reihe von Gesetzen, mit denen das Diktaturregime alle Bürger- und Menschenrechte abschaffte und das ganze Land unter die unbegrenzte Herrschaft der Polizei stellte, mit denen die nationalen Gebiete zerstückelt, die nationalen Kultur-, Sport-, Humanitäts-, Bildungsvereine vernichtet, alle Sportorganisationen organisiert wurden; nach einer Reihe grauenhafter Folterungen und Meuchelmorde an Nationalisten, revolutionären Arbeitern und Kommunisten in den Gefängnissen; nach der Verschärfung des Staatsschutzgesetzes; nach dem allgemeinen Angriff auf die kroatische nationale Bewegung und der Verhaftung ihrer Führer mit dem Chef der Kroatischen Bauernpartei, Dr. Matschek, an der Spitze; nach allen diesen Taten der Diktatur, die den Bestand des kroatischen Volkes ebenso wie aller anderen unterdrückten Nationen in Jugoslawien bedrohen, fühlten die Führer der kroatischen Bewegung, daß es ihre Aufgabe ist, die Stimme des Protestes zu erheben und ihr Volk in Schutz zu nehmen. Nicht mehr wollten sie mit gekreuzten Händen stehen, nicht mehr sich mit von Zeit zu Zeit in der europäischen Presse veröffentlichten Artikeln begnügen . . .

An wen aber wenden sich Krnjewitsch und Koschutitsch um Hilfe zum Schutz der unterdrückten Massen des kroatischen Volkes? Wieder an den Völkerbund, der die Unterdrückung segnet! Und, was noch ärger ist, Krnjewitsch und Koschutitsch berufen sich in ihrem Memorandum auf den Versailler Friedensvertrag, der von der Diktatur in den Staub getreten wurde. Sie fordern, daß im Namen des Versailler Friedensvertrages die Freiheit des kroatischen Volkes gesichert werde, daß die Achtung dieses ungerechtesten Aktes der imperialistischen Großmächte gegen Dutzende kleiner Völker gesichert werde!

Wir haben von den Führern der Kroatischen Bauernpartei nicht erwartet, daß sie dem Völkerbund die Abschaffung des Versailler Friedensvertrages vorschlagen werden. Für seine

Abschaffung kämpft man auf andere Weise. Wenn die unterdrückten Nationen sich der Kraft bewußt werden, über die sie verfügen, wenn sie vereint gegen den Versailler Vertrag kämpfen, dann wird dieser Vertrag fallen — aber nicht hinter grünen Diplomaten. Wir haben jedoch von diesen Führern erwartet, daß sie diesem Verträge keinen moralischen Rückhalt geben werden — diesem Verträge, der erklärt, Kroatien schließe sich Serbien an, und mit sehr dehnbaren Phrasen den großserbischen Machthabern ermöglicht, nach ihrem Gutdünken die Völker zu regieren und ihre nationalen Rechte zu «respektieren». Haben denn die Führer des kroatischen Volkes vergessen, daß die großserbischen Imperialisten sich in ihrer Unterdrückungspolitik am meisten gerade auf den Versailler Friedensvertrag und seine Annexverträge: die Verträge von St. Germain und Neuilly, berufen haben?! Haben sie jene imperialistischen Artikel Lazica Markowitsch' und der übrigen großserbischen Politiker in der «Samouprava» in den Jahren 1924 bis 1925 vergessen, in denen offen das Erobererrecht gepredigt wurde, das der Versailler, St.-Germainer und Neuillyer Friedensvertrag den Großserben garantiert?!

Wie immer so auch jetzt, objektiv in unserer Kritik, erkennen wir an, daß in diesem Memorandum richtig das blutige Regime des Königs Alexander angegriffen wird, der der Hauptvertreter der großserbischen imperialistischen Politik, der Hauptverbrecher unter den Diktatoren und der blutdürstigste unter den blutdürstigen Tyrannen ist. Wir konstatieren, daß das Memorandum Krnjewitsch' und Koschutitsch' im Verhältnis zum vorherigen Memorandum einen Schritt nach vorwärts gegangen ist, nicht nur in dieser Hinsicht, sondern auch darum, weil es die Folterungen und Ermordungen revolutionärer Arbeiter und Kommunisten, die auf dem Territorium Kroatiens ausgeführt wurden, darlegt.

Aber die Unterschreiber des Memorandums ziehen aus den Ereignissen in Jugoslawien nicht die notwendigen Konsequenzen. In ihrem Memorandum befinden sich jene Perspektiven nicht, die sich unbedingt aufdrängen.

Noch immer beschränken sich die kroatischen Führer, wenn sie von nationaler Unterdrückung in Jugoslawien sprechen, auf das kroatische Volk. Die Opfer, die die anderen Völker darbringen, sollen nicht verschwiegen werden. Im Gegenteil, sie müssen dargelegt werden. Jedes der unterdrückten Völker stärkt seine Position, wenn es seine Solidarität im Kampfe der übrigen unterdrückten Nationen in Jugoslawien gegen das großserbische Diktaturregime ausspricht. Was die Führer der kroatischen Bewegung noch immer nicht einsehen, ist, daß es ohne Solidarität aller unterdrückten Nationen in Jugoslawien nicht nur in Protesten, sondern auch im aktiven Kampfe keinen Sieg über die Diktatur und keine Befreiung weder des kroatischen, noch der übrigen Völker geben kann.

Was die Führer ununterbrochen übersehen, ist, daß die Diktatur nicht gestürzt werden kann ohne die vereinten Kräfte

aller revolutionären Elemente im Lande, ohne die Einheitsfront der revolutionären Nationalisten mit allen jenen, die in Wirklichkeit am meisten unter dem Diktaturregime, diesem Bündnisse des Königs und der Generale mit den Großbankiers, Reichen und Großgrundbesitzern, leiden — ohne die armen Bauern und ohne die Arbeiterschaft.

Warum sehen die kroatischen Führer diese für uns einfache Wahrheit, die durch tausende und hunderttausende Opfer geheiligt wurde, nicht ein?

Darum, weil sich ihre Politik hauptsächlich nicht auf die Massen der unterdrückten Nationen stützt, sondern vor allem und am meisten mit der Wohlgenügendheit und Unterstützung Englands und anderer fremder Staaten rechnet. Man fühlt es klar, daß auch ihr letztes Memorandum unter dem direkten Einflusse Englands geschrieben wurde, welches mittels der kroatischen Führer diplomatische Manöver im imperialistischen Kampfe gegen Frankreich durchführt. In ihrer Politik der Anlehnung an England wurden die kroatischen Führer zu blinden Werkzeugen der englischen imperialistischen Politik, gaben im Grunde genommen die Hauptforderung des kroatischen Volkes: Unabhängigkeit Kroatiens, auf, wurden zu Hütern des unterdrückten Versailler Friedensvertrages und fordern in dessen Rahmen das Selbstbestimmungsrecht des kroatischen Volkes.

Wir zeigen dem kroatischen Volke die falsche Politik der kroatischen Führer, die in dem Augenblick kommt, in dem das kroatische Volk und die übrigen unterdrückten Völker in Jugoslawien bereit sind, sich zu erheben und sich mit der Waffe in der Hand für ihre nationale Freiheit einzusetzen.

Wir sind überzeugt, daß die kroatischen Bauernmassen, die kroatischen Arbeiter und alle armen und ausgeplünderten Kroaten einer solchen Politik Krnjewitsch' und Koschutitsch' nicht zustimmen. Das ist keine kroatische, das ist keine bäuerliche, das ist keine Volkspolitik.

Auf die Angriffe der Diktatur mit ihrem blutigen König an der Spitze werden die kroatischen Volksmassen nicht mit Memoranden im Interesse des Versailler Friedensvertrages und des Völkerbundes, sondern mit dem Aufstande, mit der unerschütterlichen Forderung einer freien und unabhängigen Kroatischen Republik antworten. Sie werden mit der Einheitsfront aller national-revolutionären Elemente und der revolutionären Arbeiterklasse antworten. Treu der Idee Stephan Raditsch' folgend, wird das kroatische Bauernvolk in stande sein, gemeinsam mit den Nationalrevolutionären der übrigen Nationen, das Bündnis im Kampfe und im Siege zu verwirklichen und die Föderation der freien Republiken der Werktätigen Massen am Balkan zu errichten.

R. Radev

## Die Diktatur in der Klemme

### Die Wiederholung der Methoden aus dem Jahre 1925

Alle Bestrebungen der Diktatur, vor der öffentlichen Meinung den Eindruck zu erwecken, daß die «Stabilisierung» und «Konsolidierung» des Staates erreicht sei, haben sich als erfolglos erwiesen. Ebenso erweisen sich die Bestrebungen der Diktatur, die nationalen und sozialen Fragen endlich und radikal zu lösen, von Tag zu Tag gleich erfolglos, obwohl die Diktatur einen Erlaß über das Aufhören des Bestehens der Nationen in Jugoslawien herausgegeben hat. Desgleichen wurde die wichtigste soziale Frage — die Agrarfrage — nicht von der Tagesordnung abgesetzt, trotzdem die Polizei mit einer Verordnung den Kampf der unter das Joch der gewissenlosen Ausbeuter gestellten Arbeiterklasse eingestellt hat.

Die mit großem Jubel und Geschrei veranstaltete Komödie mit den Huldigungsdeputationen der «Vertreter des Volkes», die aus den von der Polizei ernannten Gemeindegemeinschaften und Gemeindegemeinschaften zusammengesetzt waren, gab das Regime mehr als irgend etwas anderes dem allgemeinen Spott des ganzen Volkes preis.

Die frisierten Berichte der Ministerlakaien über die «Erfolge» ihrer Ressorts können die furchtbaren Resultate der einjährigen, verbrecherischen und blutigen Gewalt Herrschaft — Hunger, Elend in breiten Volksmassen, Blut, Blut und wieder Blut in Tausenden und aber Tausenden Heimen der besten Kämpfer und der unterdrückten Arbeiterschaft — nicht auslösen. Diese falschen Berichte können die leeren Staatskassen nicht füllen und die düsteren Gesichter der Bauern und des städtischen Elends — welche die Schulden und Steuern wie in eisernen Ketten gefangen halten — nicht aufheitern.

Die Belgrader Tyrannen können heute niemanden mehr irreführen, und besonders diejenigen nicht, welche sie am meisten irreführen wollen: die Massen der unterdrückten Völker, als ob auch alle drei Völker, die Serben, die Kroaten und die Slowenen durch ihre «Volksvertreter» in der Regie-

rung die Diktatur stützen und diese gutheißen. Es ist schon längst jedem klar geworden, daß hinter der Diktatur nur eine Hand voll gekaufter Kroaten und die Diener der Großkapitalisten und Großgrundbesitzer stehen, daß der slowenische «Volksvertreter» in der Regierung, Pfarrer Korošec, ein wirklicher Gefangener der Diktatur ist, gegen welche sich das ganze slowenische Volk von Tag zu Tag immer offenkundiger und entschlossener wendet.

Auch heute, im Momente der immer mehr wachsenden Unzufriedenheit des kroatischen Volkes, griff die Diktatur zu denselben abschreckenden Maßnahmen gegen das kroatische Volk, indem sie den Führer der kroatischen Bauernpartei und seine aktivsten Mitarbeiter verhaftete. Nur mit dem Unterschiede, daß die Diktatur jetzt mit Rücksicht auf die radikalere Stimmung und Einstellung der kroatischen Massen die Verhafteten viel mehr martert, um so den Widerstand derselben zu brechen, und sie zur Kapitulation zu zwingen, in der Hoffnung, so auch die ganze kroatische Bewegung brechen zu können. Wir sind genau unterrichtet, daß den verhafteten Abgeordneten der Radić-Partei, Begić, der General Belimarković persönlich geschlagen und ihn dann den Gendarmen überlassen hat, welche diesen mit Bajonetten bestialisch gestochen haben. Begić liegt schwer verletzt im Spitale und ist von der Außenwelt streng abgesperrt. Er darf keine Besuche seiner Familie und seiner Freunde empfangen, damit man nichts von der Bestialität der Polizei erfährt. Denselben Martern sind auch die anderen verhafteten Jugendlichen der Radić-Partei unterworfen. Dann veröffentlichte die Polizei fälschlich deren angebliche Geständnisse und Belastungen des Dr. Maček, wenn auch diese Geständnisse und Belastungen nicht bestehen und von der Polizei erfunden sind. Das ganze Volk in Jugoslawien hat schon von diesen Martern und falschen Berichten der Polizei über die Verhöre in der Angelegenheit des Attentates, das die Agents provocateurs der Polizei vorbereitet haben, erfahren. Nur die «demokratische» europäische Presse ist noch nicht genügend unterrichtet! Nur ist das Gewissen der demokratischen öffentlichen Meinung des «zivilisierten» Europa noch nicht erwacht!

Und jetzt kommt nach diesen Martern der kroatischen Nationalisten der Schlußakt. Die Diktatoren bieten Maček und seinen Genossen Freiheit, wenn sie das Diktaturregime anerkennen. Dann wird natürlich das Anerbieten der Ministerposten an diejenigen erfolgen, welche sich als treue Diener der Belgrader Diktatoren gezeigt haben.

Dr. Maček hat diesen schändlichen Antrag zurückgewiesen, er hat in der Tat das getan, was das ganze kroatische Volk denkt und fühlt. Deswegen wurde er sofort in das Belgrader Gefängnis gebracht, wo die Martern verstärkt sein werden, um die Kroaten für die Kapitulation gefügiger zu machen.

Warum ist den Diktatoren so viel daran gelegen, die Radićianer zu brechen, wenn sie fortwährend in der europäischen Presse an die große Glocke hängen, daß hinter ihnen das ganze kroatische Volk steht. Nur weil das ganze kroatische Volk, abgesehen von den von der Polizei ernannten Kommissären der Gemeinden und Selbstverwaltungskörper, sowie einer Hand voll Kapitalisten, gegen die Diktatur ist und jeden Tag entschlossen zum Kampfe rüstet. Die Diktatur befindet sich in einer größeren Klemme als je zuvor: bedrängt durch die ökonomischen und finanziellen Mißerfolge und ohnmächtig vor einem offenen Aufstande der Massen, die das tyrannische Regime nicht dulden wollen und können.

Es ist bezeichnend, daß sogar die jetzigen Diener des Regimes — einige Kroaten, die Verräter der Nation sind — mit Angst die Gärung im kroatischen Volke wahrnehmen und trachten, sich mit einigen Akten der Diktatur nicht solidarisch zu zeigen. So hat der Banus des Savebanates, Silović, für einen Moment gedacht, daß er doch etwas anderes im Staate vorstellt als einen gewöhnlichen Diener des Regimes, wie jeder andere Gendarm, und hat versucht, die Verhafteten zu bemitleiden und zu bedauern, um dem kroatischen Volke zu zeigen, daß das Martern derselben nicht seine Zustimmung findet. Deswegen wird der ungehorsame Diener wahrscheinlich seinen Banusrang verlieren.

Das kroatische Volk ist sich heute im klaren, daß ihm ein offener Kampf, ein Aufstand gegen das Diktaturregime bevorsteht, wenn es seine Freiheit erkämpfen will. Keine Opfer können mehr die kroatischen Massen aufhalten. Kein Manöver des Regimes kann die Diktatur reiten.

Auch Dr. Maček und seine Genossen müssen sich dessen bewußt sein, daß sie die größten Opfer bringen müssen, wenn diese von ihnen gefordert werden. Aber auch sie und ihre Freunde aus der Führung der kroatischen Bewegung, die noch in Freiheit sind, müssen gut merken, daß dem kroatischen Volke nicht jene zu Hilfe kommen werden,

mit denen sie in England, Italien, Ungarn und Bulgarien verhandeln. Nur aus eigener Kraft kann das kroatische Volk, vereinigt mit den national-revolutionären Bewegungen der anderen Völker Jugoslawiens und des Balkans, im gemeinsamen Kampf mit der revolutionären Arbeiterschaft, seine nationale Freiheit erkämpfen und das Joch der Ausbeuter und Tyrannen abschütteln, welche es an den Rand des Elends gebracht haben.

Wenn aber die Führung diese offenkundige Wahrheit nicht einsieht, so sehen es die unterdrückten Massen des kroatischen Volkes ein.

N. Matijević

## Der Heldenkampf des bulgarischen Proletariats

### Hungerstreik im Zentralgefängnis von Sofia

Die ganze Welt kennt den Heldenkampf des bulgarischen Proletariats gegen die faschistische Regierung. Das barbarische Schutzgesetz des Staates gibt den Faschisten die Möglichkeit, die besten Söhne des bulgarischen Volkes in das Gefängnis zu werfen. Die faschistische Regierung baut die Schulen ab, um Gefängnisse zu schaffen. Mit Recht nennt man heute Bulgarien das Gendarmenland. Trotz alledem kämpfen die bulgarischen werktätigen Massen gegen die faschistische Willkür, und in diesem Kampf wird der Faschismus bestimmt unterliegen. Um die faschistische Grausamkeit und den Heldenkampf des bulgarischen Proletariats zu illustrieren, lassen wir die nachfolgenden Daten sprechen:

1925: Protest gegen die Hinrichtung des Gefangenen Miltenoff, durch einen eintägigen Hungerstreik. 2 Gefangene wurden mit je 1 Monat Karzerhaft, die übrigen mit je 15 Tagen Einzelhaft bestraft.

1926: Bei der Mißhandlung eines Gefangenen seitens eines Aufsehers protestierten die zum Tode Verurteilten durch Klopfen an die Türe. Mehrere wurden mit je 5 Tagen Karzerhaft bestraft.

1927: Zu Neujahr, als der Bischof Stephan und mehrere Damen das Gefängnis besuchten, sangen die Gefangenen die Internationale. Strafe: Einzelhaft.

1927: Am 28. Februar, siebentägiger Hungerstreik für Amnestie. Alle wurden mit 1 Monat Einzelhaft und Entziehung des Besuchs-, Korrespondenz- und Nahrungsempfangsrechtes bestraft.

1927: Am 1. Mai, Hungerstreik und Hofdemonstration. Alle mit 1 Monat Einzelhaft und Entziehung des Besuchs-, Briefwechsel- und Nahrungsempfangsrechtes bestraft.

1927: Im Juni, bei der Aufdeckung des Kanals, allgemeine Durchsuchung durch Polizeibeamte.

1928: Neujahr, Hungerstreik für Amnestie. Alle bestraft.

1928: 1. Mai, Hungerstreik. Demonstration durch Abzeichen und Armbinden. Viehische Mißhandlungen. Alle mit 1 Monat Karzer- und 2 Monaten Einzelhaft bestraft. Der Gefangene Nikola Ilieff, Mitglied des Zentralkomitees der Arbeiterpartei, starb im Karzer.

1929: Neujahr, Hungerstreik für Amnestie. Alle mit 10 Tagen Karzer-, 20 Tagen Einzelhaft und 2 Monaten Verbot der Besuche bestraft. Massenproteste aus dem Auslande.

1929: 1. Mai, Hungerstreik und Demonstration durch Absingen der Internationale. Schießerei im Gefängnis. Unbeschreibliche Mißhandlungen. Bestrafung mit 10 Tagen Karzer- und 1 Monat Einzelhaft; 4 «Anstifter» mit 1 Monat Karzer- und noch 2 Monaten Einzelhaft bestraft.

1929: Am 20. November, Hungerstreik gegen den «Prozeß gegen die 52». Die politischen Gefangenen haben den ganzen Sommer 1929 in der Karzer- und Einzelhaft verbracht. Sie sind äußerst erschöpft. Die Hälfte von ihnen sind lungenkrank. Falls sie auch während des Winters in die Karzerhaft kommen, steht ihr Leben in höchster Gefahr. Eine energische Verteidigung tut not. Die Gefängnisverwaltung drohte, nach Abschluß

des «Prozesses gegen die 52» die Angeklagten wegen «unanständiger» Haltung bei Gericht erneut zu bestrafen. Und bestrafte sie auch tatsächlich. Darauf folgten neue Hungerstreike, die sogar im Karzer durchgeführt wurden, wie der Fall mit dem jugendlichen Genossen *Walu Gantscheff*, der dem Staatsanwalt schriftlich mitteilte, daß er bis zum Tode streiken wird, falls die Karzerhaftstrafe nicht aufgehoben wird.

### Die politischen Gefangenen im Zentralgefängnis von Sofia

Ende 1925	300
„ 1926	150
„ 1927	90
„ 1928	120
„ 1929	160

Gegenwärtig: 160 Mann, darunter 71 bereits abgeurteilt (die Hälfte, 35, sind zum Tode verurteilt — die Todesurteile sind dann durch Lebenslänglich-Urteile ersetzt worden); die übrigen noch in Untersuchungshaft.

## Die politische Krise in Griechenland

Parallel mit der Wirtschaftskrise in Griechenland verschärft sich auch die politische Krise. Die Reibereien in den Parteien der Bourgeoisie haben schon begonnen. Das Ziel dieser neuen «politischen Erscheinungen» ist, die Entrüstung der hungernden Massen auf ein anderes Geleise zu leiten, sie auszunützen, um die Krise auf dem wirtschaftlichen Gebiet zu überwinden. Die Wortführer der neuen «Strömungen» sind diesmal die Agrarier und General Kondylis, der sich vom politischen Leben sozusagen fern hielt.

Kondylis, der in Nizza weilte, trat um die Jahreswende plötzlich mit einem Brief auf, durch welchen er die Politik Venizelos' auf allen Gebieten kritisierte. Er reiste sogar von Nizza nach Griechenland, wo er Mitte Jänner ankam. Seinen Erklärungen im Auslande folgten andere in Griechenland, er sprach über die Notwendigkeit der Ueberwindung der Krise, über die Notwendigkeit der Organisierung der Verteidigung des Landes, über die Erstückung Griechenlands im Rahmen seiner zu engen Grenzen, über den Verlust der wirtschaftlichen Ausbeutung des Schwarzmeerbeckens u. a. m. Schließlich erklärte er auf eine Anfrage, ob die sich verbreitenden «Gerüchte» über die Zusammenarbeit seiner Partei mit den Agrariern auf Wahrheit beruhen, daß er zwar noch kein Angebot seitens der Agrarier erhielt, daß er aber ein solches nicht ablehnen werde, nachdem auch seine Politik einen «Agrarcharakter» haben wird.

Zum Schluß seiner Erklärungen sagte Kondylis, daß in Griechenland infolge der Wirtschaftskrise anarchische Ausbrüche und Unruhen zu befürchten sind, deswegen fährt er hin, um rechtzeitig einzugreifen. Kommentare sind nicht notwendig. Die «anarchistischen Ausbrüche und Unruhen» sind die Streiks der Arbeiter und die Demonstrationen der Bauern, sie sind die Weigerung der Bauern, ihre Steuern zu zahlen, sie sind die Entrüstung und die Erhebung der Werktätigen gegen die herrschende Ordnung.

Die werktätigen Massen, die Arbeiten und Bauern Griechenlands, dürfen nicht irregeführt werden. Kondylis und die Agrarier sind nichts anderes als Agenten der Bourgeoisie wie Venizelos und die Monarchisten.

Die Antwort der Arbeiter und Bauern auf diese zweifelnden Manöver der Bourgeoisie für die Verlängerung ihres Lebens muß ein noch engerer Zusammenschluß ihrer Kräfte sein. Nur sie selbst, im gemeinsamen Kampf mit den werktätigen Massen der national unterdrückten Völker, mit den nationalen Minderheiten im Lande, und im Bündnis mit den unterdrückten Völkern und Klassen des ganzen Balkans wird ein Ende des heutigen Regimes in Griechenland und auf dem ganzen Balkan ermöglichen sowie die Errichtung einer Föderation der freien Republiken der Werktätigen auf dem Balkan.

P. Mavros

Prix de la simple Edition: A ou B: par No.: doll.: 0.05; fr. suisse: 0.25; fr. frs.: 1.25; mark: 0.20; schilling: 0.30. Abonnement 6 mois: doll.: 0.60; fr. suisses: 3.-; fr. frs.: 15.-; marks: 2.40; schillings: 3.60.

## SOMMAIRE

Notre nouvelle adresse: Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50  
Prière d'adresser tout envoi d'argent à «La Fédération Balkanique»  
— Postcheckkonto No. D-73.796 Wien, Autriche —

Prix de la double Edition: A et B: par No.: doll.: 0.10; fr. suisse: 0.50; fr. frs.: 2.50; mark: 0.40; schilling: 0.60. Abonnement 6 mois: doll.: 1.20; fr. suisses: 6.-; fr. frs.: 30.-; marks: 4.80; schillings: 7.20.

### Text français (pages 2813—2817)

Notre Enquête: Gabrielle Duchêne — V. Chattopadhyaya: Les événements aux Indes — P. Louis: La Quinzaine Politique — Contre la dictature sanglante des Karagéorgévitch en Macédoine: D. Viakhoff: En Macédoine sous la botte de la dictature grand'serbe — K.: Les tortures des Macédoniens sous le joug serbe — Protestations de l'opinion publique mondiale — B. Pejani: Au pays des massacres: Cossovo-III — P. Mavros: La crise politique en Grèce

### Text allemand (pages 2818—2820)

R. Radev: Verteidigung des Versailler Friedensvertrages? — N. Matijević: Die Diktatur in der Klemme — Der Heldenkampf des bulgarischen Proletariats — P. Mavros: Die politische Krise in Griechenland